

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative-Bât C- 2ème étage  
Boulevard Georges Sand  
36000 CHATEAUROUX

Châteauroux, le 29 septembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

SETEC  
ZI de la Martinerie  
36130 DIORS

Références : VI 15/09/2023 UD36 (TD)  
Code AIOT : 0010002844

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2023 dans l'établissement SETEC implanté La Marzan 36150 Reboursin. L'inspection a été annoncée le 04/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SETEC (ex AXIROUTE)
- La Marzan 36150 Reboursin
- Code AIOT : 0010002844
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière a été transférée à la société SETEC (Arrêté préfectoral du 18 novembre 2019), appartenant au même groupe ROGER MARTIN que la société AXIROUTE (ancien gestionnaire). Le site est soumis à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2012345-0002 en date du 10 décembre 2012 et l'arrêté préfectoral en date du 24 novembre 2014.

La société SETEC exploite le site à des fins de mise en remblai des déchets inertes générés sur les chantiers de la société SETEC. Aucune opération d'extraction n'est prévue à court ou moyen terme. Les opérations de remblaiement avancent donc plus vite que les extractions, et le front est actuellement en voie d'être fermé par les remblais.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Chapitre 1.5 de l'AP du 10/12/12 sécurité publique
- Article 2.2.2 de l'AP du 10/12/12 Bornage
- Article 2.3.4 de l'AP du 10/12/12 Extraction
- Article 2.4.3.2 de l'AP du 10/12/12 Remblayage
- Chapitre 4.1 de l'AP du 10/12/12 Prélèvement et consommations d'eau
- Article 9.3.1 de l'AP du 10/12/12 suivi annuel d'exploitation

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécurité publique	Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 1.5	/	Sans objet
2	Bornage	Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 2.2.2	/	Sans objet
3	Extraction	Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 2.3.4	/	Sans objet
4	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 2.4.3.2	/	Sans objet
5	Prélèvement et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 4.1	/	Sans objet
6	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 9.3.1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessus.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Sécurité publique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécurité publique
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'inspection constate que les bords des excavations de la carrière sont tenus à une distance horizontale estimée à plus de 10 m des limites du périmètre autorisé. Une clôture entoure l'ensemble du périmètre autorisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bornage
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la remise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none"><li>- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation</li><li>- le cas échéant des bornes de nivellement</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Le périmètre du site est borné en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. La société SETEC indique qu'il n'existe pas de borne de nivellement sur le site et que l'opérateur en charge du relevé pour la réalisation d'un plan orienté utilise un théodolite géoréférencé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 2.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le carreau de la carrière a pour cote minimale 123 m NGF.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a constaté, sur le plan n°INT-A-REBOU-MP070923 en date du 7 septembre 2023, que la cote minimale du carreau de la carrière est de 123.31 m NGF pour une cote minimale de 123 m NGF prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/12/2012.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Remblayage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 2.4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remblayage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La remise en état du site consiste en un remblayage total de l'excavation pour retour à la côte des terrains. [...]</p> <p>Le remblayage est réalisé avec un apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition ...) préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. [...]</p> <p>Les quantités max stockées sur le site en attente d'utilisation est limitée à 3000 m³.</p> <p>Bordereau de suivi de déchets :Chaque apport extérieur est accompagné d'un bordereau de suivi des déchets [...]</p> <p>L'exploitant tient à jour un plan de remblayage. Ce plan coté en plan et en altitude permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.[...]</p> <p>La quantité de matériaux mise en remblai est communiquée annuellement à l'inspection des installations classées [...]</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b> L'inspection constate que le remblayage, par retour à la côte des terrains, est réalisé par apport de matériaux extérieurs de code déchet 17.05.04 : Terres et Cailloux. Cette codification des déchets est identifiée dans le registre de suivi des apports extérieurs. L'exploitant confirme que les opérations d'extraction sont inexistantes sur le site depuis 2015. Seules des opérations de remblaiement sont effectuées. La société SETEC exploite le site à des fins de mise en remblai des déchets inertes générés uniquement sur les chantiers de la société SETEC. La quantité de matériaux entrants sur le site en 2022 était de 760 tonnes au vu de la déclaration GEREP au 21 décembre 2022. L'exploitant tient à jour un plan coté permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. L'inspection a consulté sur place le registre et le plan pour l'année 2023. Les données sont cohérentes avec l'état d'avancement du remblaiement du site. L'inspection constate que les quantités maximales stockées sur le site en attente d'utilisation sont inférieures à 3 000 m3.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Prélèvement et consommations d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement et consommations d'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Aucun prélèvement d'eau, dans quelque milieu que ce soit (souterrain ou surface), n'est autorisé. L'établissement n'est pas non plus raccordé au réseau public. [...]</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b> L'inspection des installations classées constate que le site ne consomme pas d'eau issue de procédé industriel, qu'il ne dispose pas de sanitaire et qu'il n'est pas raccordé au réseau</p>

d'eaux potables (AEP). L'établissement ne fait donc aucun prélèvement d'eau, dans quelque milieu que ce soit.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Suivi annuel d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 9.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi annuel d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 m, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage</li> <li>- les bords de fouille</li> <li>- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état</li> <li>- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes</li> <li>- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière</li> <li>- les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs</li> <li>- le positionnement des fronts</li> </ul> <p>La position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> la société SETEC transmet un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie (le dernier plan est en date du 07 septembre 2023). L'inspection dispose d'un plan faisant apparaître tous les éléments prescrit à l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral du 10/12/2012.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet